

10 Débats

Le tirage au sort, une idée démocratique?

OPINION Le tirage au sort est aujourd'hui de plus en plus proposé comme une solution alternative pour sélectionner les élus. En 2015, l'association Génération Nomination (GeNom) critiquait la composition du Parlement fédéral et proposait de tirer au sort ses membres parmi toute la population suisse. Le multimillionnaire Adrian Gasser a déposé une initiative populaire fédérale pour tirer au sort les juges fédéraux. Plus récemment, le collectif de la grève du climat a annoncé qu'il va tirer au sort son candidat ou sa candidate pour la course au Conseil d'Etat vaudois. Mais quelle est donc cette idée bizarre?

En fait, le tirage au sort n'est pas du tout une proposition farfelue. Dès le XVII^e siècle, il est utilisé dans les communes et les cantons suisses pour limiter les manipulations lors des élections. Au début du XIX^e siècle, on y a même recouru pour l'élection du Directeur (le Conseil fédéral de l'époque) durant laquelle le tirage au sort sélectionnait pour chaque élection la Chambre qui établissait une liste de candidats, alors que le second Conseil procédait à l'élection parmi cette liste. Dans le cadre de recherches menées à l'Université de Lausanne, nous avons examiné ces multiples exemples dans un petit livre qui paraîtra dans la collection Savoir suisse en début d'année prochaine. Chaque jour, nous découvrons encore de nouveaux usages et la longue histoire de l'utilisation du tirage au sort le rend en fait très crédible.

La plupart des groupes qui défendent une utilisation plus importante du tirage au sort portent dans leurs revendications la volonté de radicaliser la démocratie

Cette histoire montre aussi que le tirage au sort ne porte pas en soi un idéal démocratique, mais qu'il faut penser cette procédure (tout comme l'élection d'ailleurs) dans l'ensemble dans lequel elle est intégrée. Certes, le sort peut avoir des effets inclusifs en sélectionnant des individus indépendamment du niveau d'éducation, du sexe, de la fortune, etc. Mais il faut encore tirer au sort parmi une large part de la population. Il permet aussi de supprimer les campagnes électorales ainsi que la nécessité de choisir un parti politique et rend vains l'ambition personnelle ou les arrangements, critiqués aujourd'hui par le fameux «tous pourris» porté par une frange croissante de la population.

Pourtant, cette idée de neutraliser les procédures d'élection porte aussi en elle un danger: celui de dépolitiser nos démocraties. Elle fait croire qu'en se débarrassant de l'élite et de la compétition politique, on arrivera forcément à une meilleure décision pour l'ensemble de la population. Certains militants écologistes avancent par exemple l'idée qu'en déclarant

l'urgence climatique, l'ensemble de la population va forcément prendre la mesure des bonnes décisions à prendre. C'est oublier que la politique est avant tout une lutte entre des intérêts divergents et que de nombreuses avancées sociales ont été obtenues par le conflit. A vouloir trop pacifier, on fait aussi taire des revendications alternatives, et ceci n'est pas conciliable avec un projet démocratique.

En plus, croire que n'importe qui a la capacité d'être élu ou se sent légitime à se porter volontaire à un tirage au sort nous amène à oublier qu'il existe des mécanismes inégalitaires qui interviennent avant même l'élection et qui auto-excluent toute une partie de la population. C'est le cas dans la plupart des exemples historiques, où les femmes et les plus pauvres sont toujours écartés avant même le tirage. En renforçant l'éducation civique, les mouvements citoyens ou associatifs et une presse politisée, on dynamise alors bien plus la participation démocratique qu'en défendant corps et âme le tirage au sort pour lui-même.

Il faut néanmoins dire que la plupart des groupes qui défendent aujourd'hui une utilisation plus importante du tirage au sort portent dans leurs revendications la volonté de radicaliser la démocratie. Par l'envie de tirer au sort, ils récuser le motif central qui domine la sphère politique selon lequel seule l'élection est un moyen démocratique de distribuer le pouvoir et que seuls les élus sont capables de trouver des solutions à des problèmes sociétaux complexes. Le tirage au sort devient alors subversif en permettant d'amener une remise en question nécessaire des imaginaires qui dominent la politique. ■

MAXIME MELLINA
DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE



SUR LES BLOGS

Construire des gratte-ciel en bois pour sauver la planète?

«Je ne vous apprendrai rien en vous expliquant que nos bâtiments sont responsables d'une grande partie de nos émissions de dioxyde de carbone, n'est-ce pas? Je vais le faire quand même», écrit sur son blog Julien Grange, actif dans le financement de projets immobiliers. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse <https://blogs.letemps.ch>

«Etre né sous l'ignome de l'Hexagone, c'est pas c'qu'on fait de mieux en c'moment»

COMME LE DIT LA CHANSON

Le refrain d'Hexagone, la chanson brûlot de Renaud (1975), interdite en son temps sur les ondes de France Inter, est plus que jamais d'actualité. Dans un contexte de tension sociale généralisée, la France retient son souffle en attendant la date fatidique du 5 décembre et le début de la grève reconductible à la RATP et à la SNCF, qui pourrait bien paralyser le pays pendant tout le mois de décembre.

Les syndicats sont entrés en guerre contre l'abolition des régimes spéciaux prévue dans le cadre de la réforme du système de retraite. Les collaborateurs des deux régimes publics sont particulièrement visés puisque les conducteurs de rames de métro et les agents conducteurs de train peuvent prendre leur retraite à 52 ans, avec une pension avantageuse.

La grève intervient alors que la France connaît déjà une floraison de mouvements sociaux qui témoignent d'un immense mal-être social. Le mouvement des «gilets jaunes» a fait remonter la colère des «sans-grades» (salariés, petits patrons ou retraités) des zones désindustriales ou rurales, appauvris par le poids de la fiscalité indirecte. La mobilisation du personnel des urgences témoigne pour sa part de la situation catastrophique de certains hôpitaux, endettés, mal équipés, et insuffisamment dotés en personnel. Et de nouvelles causes mobilisent l'opinion publique comme le climat ou les violences patriarcales.

Ces mouvements sont tous dirigés contre l'Etat. C'est le paradoxe français. Les services publics sont en crise alors que le ratio de la dépense des administrations publiques par rapport au PIB (y compris les assurances sociales et les entreprises publiques) est le plus élevé des pays de l'OCDE (56,4%). Une bonne partie du territoire est mal desservie par la SNCF; les autoroutes ont été privatisées et sont donc payantes; les universités ont de la peine à répondre à la demande; la filière professionnelle en école, qui a été préférée au système de l'apprentissage, donne des résultats mitigés. Par comparaison, dans un pays comme la Suède, la dépense publique ne représente que 49,1% du PIB alors que les services publics fonctionnent à la satisfaction générale et que les habitants jouissent d'une sécurité sociale enviable.

Pour tout arranger, le système fiscal français au sens large (y compris donc les prélèvements obligatoires pour les assurances sociales) ponctionne fortement les petits et moyens revenus et les entreprises. Le coût salarial d'un collaborateur est élevé tandis que son salaire net est plutôt modeste. Le pouvoir d'achat des Français est de surcroît fortement réduit par le poids de la fiscalité indirecte, de la TVA en particulier, à laquelle s'ajoute une longue liste de taxes qui érodent le pouvoir d'achat. Certes, la majorité des ménages ne sont pas astreints à l'impôt sur le revenu, mais ils sont soumis à la contribution sociale généralisée, qui se monte à 9,2%, avec des taux réduits pour les retraités, les chômeurs et une exonération pour les plus misérables.

On comprend mieux dès lors la profonde colère des «gilets jaunes» et la sympathie d'une majorité de l'opinion publique à leur égard. C'est la révolte de ceux dont le pouvoir d'achat est miné par les prélèvements obligatoires alors que les services publics ont souvent largement déserté les territoires où ils vivent.

Pour tout arranger, la crise politique est profonde. Les grands partis traditionnels, décrédibilisés par des décennies de grands écarts entre leurs promesses électorales et leurs actes, se sont effondrés. L'avenir de la France insoumise n'apparaît pas particulièrement radieux. Le Rassemblement national renforce tranquillement son assise pendant que la France en marche capitalise sur l'effondrement des vieux partis. Le problème, c'est que Marine Le Pen et Emmanuel Macron sont honnis (le mot n'est pas trop fort) par une forte majorité des Français. Comment alors ne pas conclure avec la fin du refrain d'Hexagone et son clin d'œil à Brassens: «Et le roi des cons sur son trône, j'parlerais pas qu'il est all'mand'» ■

DAVID HILER



Peut-on faire confiance à la France au Sahel?

HEXAGONE EXPRESS

Il est faux d'écrire, comme pas mal de médias français le répètent depuis l'annonce de la mort de 13 soldats de l'opération «Barkhane» mardi, que la France est seule au Sahel. Sur le papier, des éléments européens éparés, en matière de logistique, de formation ou de forces spéciales, sont présents aux côtés des 4500 militaires français déployés dans la bande sahélienne (pour l'essentiel au Burkina Faso, au Mali, au Tchad et au Niger) pour y contrer les groupes armés djihadistes.

Le soutien américain, en matière de renseignement, d'imagerie satellite et d'incursions opérationnelles (trois soldats de l'US Army ont péri en octobre 2017 au Niger), demeure heureusement une réalité. Les Britanniques et les Espagnols prennent en charge une partie des transports de troupes et de matériel. Les Danois ont donné leur accord pour une présence au sol. Des soldats estoniens ont été blessés, en juillet, lors d'une attaque contre un camp d'un contingent «Barkhane». L'initiative Takuba d'une future coalition européenne des forces spéciales existe sur le papier. N'oublions pas enfin, malgré les réticences d'engagement allemandes, l'annonce par Angela Merkel et Emmanuel Macron, au sommet du G7 de Biarritz à la fin août, d'une initiative conjointe pour «élargir» à d'autres pays la force multinationale du G5 Sahel et «renforcer» financièrement cette coalition...

Pourquoi, alors, ce sentiment de solitude français? Et pourquoi cette inquiétude justifiée, à Paris, sur l'usage du dispositif mis en place depuis l'intervention au Mali en janvier 2013, pour barrer la route de Bamako aux djihadistes? La réponse tient en une réalité: la prise de risques. Les militaires français sont, c'est vrai, seuls aux avant-postes. Exposés aux embuscades, aux engins explosifs

placés sur les axes de pénétration de leurs convois, etc., aux accidents comme cette collision fatale de deux hélicoptères survenue mardi.

Au Forum sur la sécurité de Dakar, du 18 au 20 novembre, le constat était limpide: seule la France a aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, la volonté de s'interposer militairement dans cette immense zone désertique où patrouillaient jadis, au temps des colonies, ses troupes méharistes à dos de dromadaires. Or personne, à Paris, ne s'illusionne sur la durabilité d'une telle intervention. Trop coûteuse (600 millions d'euros par an au minimum pour la seule opération «Barkhane»), trop exigeante pour les matériels blindés et aériens et toujours à l'épreuve de pertes humaines qui, si elles venaient à augmenter, pourraient «retourner» l'opinion mais aussi les avis de l'Etat-major. En octobre 2008 en Afghanistan, la très meurtrière embuscade d'Uzbin - qui avait coûté la vie à dix soldats français - avait rappelé au commandement du détachement français l'évidence d'un conflit impossible à gagner. Toutes les décisions qui suivirent rimèrent avec retrait et désengagement.

Est-il compréhensible que, presque sous le nez de la force «Barkhane», les clans au pouvoir au Mali profitent ouvertement du trafic de drogue en provenance d'Amérique latine?

Face à ce qui ressemble de plus en plus à une impasse sahélienne, la question de la responsabilité européenne est posée. Mais une autre interrogation est légitime: celle portant sur la stratégie suivie par la France, et sur ses relations avec ses Etats clients que sont le Mali, le Burkina Faso, le Niger ou le Tchad. Est-il acceptable, pour des Etats européens dont les interventions armées sont strictement contrôlées par le parlement, que les gouvernements de ces pays demeurent, six ans après le déclenchement de l'opération «Serval» au Mali, incapables d'offrir aux populations des zones sahéliennes la moindre garantie et le moindre début de gouvernance? Est-il compréhensible que, presque sous le nez de la force «Barkhane», les clans au pouvoir au Mali profitent ouvertement du trafic de drogue en provenance d'Amérique latine? Comment justifier, aux yeux des opinions publiques européennes, la poursuite d'un conflit justifié par la lutte contre le terrorisme, mais utilisé par les dirigeants en place pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir?

Le gouvernement français a raison de déplorer le manque de soutien de ses alliés de l'UE sur le sol africain. Mais qu'offre-t-il à ces derniers, en dehors d'un rôle programmé de supplétifs, dans ce pré carré devenu un champ de mines? Paris paie aussi le prix de sa précipitation de 2011 à intervenir en Libye, et l'absence d'une évaluation rigoureuse des responsabilités dans le chaos qui a suivi la chute du colonel Kadhafi. Le mot fait mal, mais il explique l'isolement de la France au Sahel: lorsqu'il s'agit de partir en guerre en Afrique, la confiance dans la justesse des décisions de Paris, sur fond de Françafrique, n'est pas au rendez-vous. ■

RICHARD WERYL
@lTwerly

